

Pendant le déroulement de l'Initiative de la prospérité, nous avons dit que le gouvernement n'hésiterait pas à mettre en oeuvre les bonnes idées qui émaneraient des consultations menées dans le cadre de l'Initiative. L'Initiative nationale de la qualité était manifestement l'une de ces idées. En l'annonçant aujourd'hui, je voudrais aussi rendre hommage aux membres du Comité directeur de l'Initiative de la prospérité pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de concrétiser cette idée. Demain, le Comité directeur nous donnera un aperçu d'autres idées sur la façon dont les Canadiens peuvent travailler ensemble à préparer le Canada au XXI<sup>e</sup> siècle.

Le gouvernement du Canada est impatient de travailler avec ses partenaires du monde syndical et du milieu des affaires, ainsi qu'avec les enseignants, à la mise en oeuvre du Plan d'action. Nous assurerons le leadership de la façon dont il est défini dans le rapport du Conference Board : la responsabilité de faciliter la mise en oeuvre de la qualité, plutôt que de la contrôler.

Un leader, nous dit le rapport, doit définir le cadre dans lequel travaillent les individus et les équipes. Un leader doit établir le code d'éthique à suivre. Et un leader doit agir de manière à donner l'exemple, il envoie des signaux.

Il existe une autre façon pour le gouvernement fédéral de montrer la voie. Nous envisageons d'adopter pour les acquisitions du gouvernement les normes de qualité de la série 9000 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO 9000). Ce faisant, nous favoriserions un plus grand respect d'un engagement envers la qualité totale. ISO 9000 est une série de normes de qualité rigoureuses qui s'appliquent à quelque 20 fonctions au sein d'une société. Comme un récent article de *Businessweek* l'a signalé, l'homologation ISO 9000 devient de plus en plus nécessaire pour percer sur le marché européen et d'autres marchés.

Mon collègue, l'honorable Paul Dick, ministre des Approvisionnement et des Services, et moi voulons savoir si les politiques d'approvisionnement du gouvernement fédéral peuvent être utilisées pour favoriser l'adoption de ces normes au Canada. Si nous pouvons trouver une formule raisonnable et équitable pour les fournisseurs canadiens, nous pourrions donner l'élan à l'adoption de méthodes de qualité par un grand nombre d'entreprises canadiennes, ce qui aurait un effet très favorable sur notre position concurrentielle. Dans les mois qui viennent, nous avons l'intention de poursuivre nos discussions, qui sont à un stade très préliminaire, sur cette question complexe.

Mesdames et Messieurs, le gouvernement du Canada est fermement convaincu qu'un engagement véritable envers la qualité doit constituer un élément clé du maintien et de l'accroissement de notre compétitivité dans une économie à salaire élevé. Si, toutefois nous voulons y parvenir, le secteur privé doit faire sien ce même engagement.